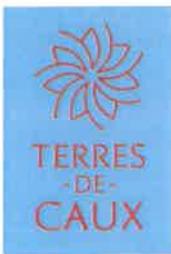


ARRETE MUNICIPAL**Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de
Terres-de-Caux**

Le Maire de Fauville en Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux,
 VU le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants,
 L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,
 VU le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1,
 L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,
 VU le Code de la voirie routière,
 VU l'article 610-5 du code pénal,
 VU la demande en date du 26 février 2024, présentée par **l'entreprise INEO EQUANS sise 85 rue Eugène Freyssinet – 76290 MONTIVILLIERS**, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public afin de **créer un collectif Enedis au niveau du 676 rue Bernard Thélu** à Fauville en Caux – 76640 TERRES-DE-CAUX.
CONSIDERANT qu'il convient de réglementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

ARRETE

ARTICLE 1 : A partir du **1 avril 2024 et jusqu'à la fin des travaux**, l'entreprise INEO EQUANS est autorisée à **créer un collectif Enedis au niveau du 676 rue Bernard Thélu** à Fauville en Caux – 76640 TERRES-DE-CAUX.

ARTICLE 2 : Les travaux empiétant sur la chaussée, la circulation sera alternée manuellement rue Bernard Thélu, au niveau des travaux et il y sera également interdit de stationner.

ARTICLE 3 : La signalisation nécessaire sera matérialisée par barrières et panneaux et mise en place sous la responsabilité du demandeur, qui s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées. Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 6 : Monsieur Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 22 mars 2024

Bruno DELACROIX

Maire de Fauville en Caux



7, avec Fauville, au cœur

Auzouville-Auberbosc
 Bennetot
 Bémouville
 Fauville-en-Caux
 Ricarville
 St-Pierre-Lavis
 Ste-Marguerite-sur-Fauville

